

JEAN-PAUL
CHAGNOLLAUD

Israël / Palestine

**la défaite
du vainqueur**

Sindbad
ACTES SUD

ISRAËL/PALESTINE : LA DÉFAITE DU VAINQUEUR

On entend souvent dire que le conflit israélo-palestinien a perdu de son acuité et de sa centralité au Proche-Orient en raison du caractère tragique des bouleversements dus à l'invasion américaine de l'Irak, à l'interminable guerre en Syrie et à l'irruption de Daech. La question palestinienne peut ainsi paraître stable avec "seulement" quelques accès de fièvre. Cette apparente stabilité masque en fait la profonde et constante aggravation d'un conflit qui a pris d'autres formes depuis le naufrage du processus d'Oslo en 2000.

À l'occasion du 50^e anniversaire de la guerre de juin 1967, Jean-Paul Chagnollaud montre que la violence est toujours là, partout et à chaque instant, mais elle est silencieuse, insidieuse, fragmentée, et donc moins visible qu'auparavant. En poursuivant la colonisation de la Cisjordanie, malgré les injonctions de la communauté internationale, les gouvernements israéliens successifs n'ont cessé de mettre en cause la solution dite des deux États, la seule possible et raisonnable pour l'établissement d'une paix juste. Celle-ci passe forcément, en dernière instance, par un accord entre les parties, fondé sur le droit international. Sans cette nécessaire recherche de légitimité par le droit, les victoires remportées sur le terrain demeurent précaires et préfigurent sur le long terme la défaite du vainqueur.

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD

Jean-Paul Chagnollaud, professeur émérite des universités, président de l'IEMMO et de la revue Confluences Méditerranée, est l'auteur ou le coauteur de plusieurs ouvrages sur le Moyen-Orient, et notamment sur la question palestinienne, dont, en collaboration avec Pierre Blanc, L'Atlas du Moyen-Orient : aux racines de la violence (Autrement, 2016) et L'Invention tragique du Moyen-Orient (Autrement, 2017).

DU MÊME AUTEUR

RELATIONS INTERNATIONALES : UN MONDE EN PERTE DE REPÈRES, L'Harmattan, 1999.

LES FRONTIÈRES AU MOYEN-ORIENT, L'Harmattan, 2004.

PALESTINE, LA DÉPOSSESSION D'UN TERRITOIRE, avec Pierre Blanc et Sid-Ahmed Souiah, L'Harmattan, 2007.

QUELQUES IDÉES SIMPLES SUR L'ORIENT COMPLIQUÉ, Ellipses, 2008.

BRÈVE HISTOIRE DE L'ARME NUCLÉAIRE : ENTRE PROLIFÉRATION ET DÉSARMEMENT, Ellipses, 2011.

L'ATLAS DU MOYEN-ORIENT : AUX RACINES DE LA VIOLENCE, avec Pierre Blanc, Autrement, 2016.

VIOLENCE ET POLITIQUE AU MOYEN-ORIENT, avec Pierre Blanc, Les Presses de Sciences Po, 2014.

L'ATLAS DES PALESTINIENS : UN PEUPLE EN QUÊTE D'UN ÉTAT, avec Pierre Blanc et Sid-Ahmed Souiah, Autrement 2011 (rééditions 2014 et 2017).

L'INVENTION TRAGIQUE DU MOYEN-ORIENT, avec Pierre Blanc, Autrement, 2017.

Sindbad

est dirigé par Farouk Mardam-Bey

Cartes : © Claire Levasseur

© ACTES SUD, 2017
ISBN 978-2-330-08106-5

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD

Israël/Palestine :
la défaite
du vainqueur

Sindbad
ACTES SUD

À Fanny, à Rémy.

Maintenant [Israël] organise sur les territoires qu'il a pris l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions et il s'y manifeste contre lui une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme...

Le général de Gaulle, conférence de presse
du 27 novembre 1967.

Jamais guerre prolongée ne profita à un pays.

Sun Tzu, *L'Art de la guerre*.

INTRODUCTION

Beaucoup de responsables politiques en France et ailleurs dans le monde ont estimé, ces dernières années, que le conflit israélo-palestinien avait perdu sa centralité. Cette marginalisation s'explique en partie par le caractère tragique du bouleversement que le Moyen-Orient a subi avec l'agression américaine en Irak (en 2003) et ses terribles conséquences, la guerre en Syrie et l'irruption de Daech avec son cortège de terreur là-bas et de terrorisme ici. Dans un tel chaos qui a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés et de réfugiés, la question palestinienne pouvait ainsi sembler stable avec "seulement" quelques accès de violence comme les attaques au couteau menées par de jeunes Palestiniens contre des Israéliens.

Cette apparente stabilité est pourtant une illusion. Elle masque en fait une profonde et constante aggravation d'un conflit qui a pris d'autres formes depuis le naufrage du processus d'Oslo en 2000. La violence est toujours là. Partout et à chaque instant. Mais elle est silencieuse,

insidieuse, fragmentée et donc bien peu visible, et, sauf exception, encore moins spectaculaire. La confrontation se déroule tous les jours sur le terrain du fait de l'occupation militaire et de la colonisation, puisque désormais plus de 600 000 colons israéliens juifs sont installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Au fil du temps qui passe, la question israélo-palestinienne est devenue une sorte de question coloniale d'un autre âge : une puissance occupante colonise des terres qui appartiennent au peuple palestinien, ainsi dépossédé toujours un peu plus de son territoire. Cela malgré les injonctions de la communauté internationale lui demandant d'arrêter un processus d'autant plus préoccupant qu'il menace gravement la viabilité de la solution à deux États, comme cela a été rappelé encore récemment par la France lorsqu'elle a lancé son initiative de conférence internationale et par le Conseil de sécurité dans sa résolution du 23 décembre 2016 réclamant que cesse "immédiatement et complètement" la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Depuis des années, les gouvernements israéliens successifs, et en particulier ceux qui sont conduits par Benyamin Netanyahou, ne tiennent aucun compte de ce que peuvent dire les acteurs et les institutions de la scène internationale, qu'il s'agisse des États-Unis, des Européens, des Nations unies ou encore de la Cour internationale de justice. Se sentant en position de force sur tous les plans, ils estiment être les vainqueurs de leur confrontation avec les Palestiniens. Le problème majeur que ces dirigeants refusent de voir est que toute leur politique ne repose en définitive que sur la puissance militaire. Tout est en effet fondé sur le rapport

de force sans qu'il y ait jamais eu de volonté de s'inscrire dans le droit. Et le temps ne fait rien à l'affaire. Ce n'est pas parce que cette occupation militaire dure depuis plus de cinquante ans qu'elle est devenue légitime...

Un des anciens directeurs du Shabak de 2005 à 2011, Yuval Diskin, ne disait pas autre chose :

Je suis connu comme un faucon en matière de sécurité, parce que je sais parfaitement qu'il n'y a pas de place pour la faiblesse dans la région où nous vivons. Mais justement, après toutes ces années pendant lesquelles j'ai lutté contre le terrorisme, après tant de morts et de carnages sur les champs de bataille, dans les rues et les villes d'Israël, les ruelles des camps de réfugiés et des villages de Judée-Samarie, dans la bande de Gaza et au Liban, le temps est venu de comprendre qu'il faut tout faire, absolument tout, afin de trouver une autre voie. Une voie de dialogue et de compromis¹ [...].

Cette autre approche est en effet la seule possible pour parvenir à une véritable stabilisation de la situation par l'établissement d'une paix juste. Elle passe par la négociation et, en dernière instance, par un accord entre les parties fondé sur le droit international comme cela s'est fait avec les traités de paix avec l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994. Sans cette nécessaire recherche de légitimité par le droit, les victoires remportées sur le terrain demeureront toujours précaires ; et, sur le long terme, elles préfigurent la défaite du vainqueur.

1. Dror Moreh, *Les Sentinelles*, Héloïse d'Ormesson, 2015.

I

L'OBSESSION DE LA FORCE

DES CONFRONTATIONS INTERÉTATIQUES...

L'histoire de la relation de l'État hébreu avec son environnement régional est profondément marquée par la violence du rejet qu'il a dû affronter à l'époque de sa création après que les Nations unies ont eu voté le partage de la Palestine en novembre 1947. La guerre de 1948 a été la seule tentative de certains pays arabes pour empêcher l'existence d'Israël, puisque dès le lendemain de la proclamation de l'État par David Ben Gourion, les armées d'Égypte, de Syrie et de Transjordanie aidées de contingents libanais et irakiens sont entrées en Palestine pour imposer par les armes leur refus du plan de partage. Pour les Israéliens, ce fut une guerre de survie qu'ils ne pouvaient perdre sous peine de voir leur État disparaître. Pour autant, il serait erroné de croire que les chefs d'État arabes constituaient un bloc uni ; tous avaient leurs propres objectifs et pensaient d'abord à leurs intérêts nationaux. Ainsi, par exemple, le roi Abdallah de Transjordanie

(arrière-grand-père de l'actuel roi Abdallah II), s'est engagé dans cette bataille surtout pour réaliser son vieux rêve d'un royaume s'étendant sur les deux rives du Jourdain avec Jérusalem-Est et la vieille ville ; c'est la raison pour laquelle, au moment des négociations d'armistice en 1949, il a conclu un accord secret avec le gouvernement israélien qui lui a permis d'imposer, quelques mois plus tard, sa souveraineté sur la rive ouest du Jourdain, créant ainsi la Jordanie au détriment de ce qui aurait pu être un État palestinien.

Des conflits à armes égales

La guerre de 1956 se situe dans un contexte tout à fait différent car l'attaque israélienne visant à renverser le régime de Gamal Abdel Nasser est le résultat d'une entente secrète tripartite avec la Grande-Bretagne et la France qui voulaient défendre leurs intérêts stratégiques qu'elles estimaient menacés par l'action du raïs égyptien, avec la nationalisation du canal de Suez pour Londres et le soutien égyptien aux nationalistes algériens pour Paris. On sait ce qu'il en advint : une éphémère victoire des armes sur le terrain, suivie d'une cuisante défaite politique, moins sans doute pour Israël que pour la France et la Grande-Bretagne qui, au terme de cette équipée sans gloire, ont sans doute compris qu'elles n'étaient plus des grandes puissances...

En 1967, contrairement à ce qu'une partie de la presse française avait fait croire au début de la confrontation le 5 juin¹, la guerre fut déclenchée par Israël après des

1. Le grand journal populaire de l'époque – *France-Soir* – titrait sur cinq colonnes à la une : "L'Égypte attaque Israël".

semaines de tensions largement liées à un discours menaçant de Nasser, appuyé par des déclarations tout aussi fracassantes de la Syrie et d'un certain Ahmed Choukeiri, alors patron de la toute nouvelle OLP, créée et contrôlée par le leader égyptien. Pour Tel-Aviv, ce fut une guerre préventive décidée par un gouvernement d'union nationale. Les Israéliens ont-ils voulu alors écarter une menace qui aurait pu être dévastatrice ou bien ont-ils su habilement exploiter une situation complexe pour arracher, par la force, des avantages stratégiques majeurs? Il est certain que l'état-major n'avait aucun doute sur la supériorité de ses forces, d'autant qu'une partie importante de l'armée égyptienne était, depuis des années, engluée dans la guerre au Yémen. L'action de Tsahal fut foudroyante, et le résultat décisif. Israël a remporté cette guerre en six jours après avoir détruit au sol l'aviation égyptienne et s'être emparé de territoires qui, à l'exception du Sinaï et d'une petite partie du Golan, sont toujours sous son contrôle en 2017. À partir de cet événement majeur pour l'équilibre de la région, l'hostilité arabe à l'égard d'Israël s'exacerbe dans le refus de l'occupation de territoires arabes. C'est ce qu'expriment les fameux trois non du sommet de la Ligue arabe réuni à Khartoum en août 1967 : non à la paix, non à la reconnaissance d'Israël, "non" aux négociations. Cette surenchère des États arabes dans le rejet d'Israël va occulter longtemps, dans la représentation qu'on peut se faire du Proche-Orient, la réalité des profonds changements qui se produiront dans les années suivantes tant chez les Palestiniens que dans les pays arabes.